

Introduction à l'économie internationale

Introduction

Évolution du contexte économique international

Pr. Ahmed KHATTAB

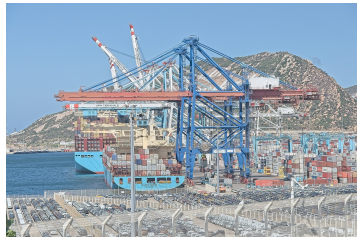
Université Abdelmalek Essaâdi (UAE)

Faculté d'Économie et de Gestion (FEG) de Tanger

Licence S5

Séance n°2 — jeudi 15 octobre 2026

Idée clé : Comprendre l'économie internationale, c'est comprendre comment les échanges de biens, de services, de capitaux et de règles entre nations façonnent la croissance, l'emploi et les choix de politique économique — au Maroc comme ailleurs.



Porte-conteneurs à Tanger Med — B. Soubeyrand,
Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0

1.5 Y : à la fois production et revenu national

- **Trois optiques, un même agrégat** : la comptabilité nationale mesure le PIB par la production (somme des valeurs ajoutées), par les revenus (rémunérations, excédent d'exploitation, impôts sur la production nets des subventions) et par la dépense ($C + I + G + X - M$).
- **Un exemple** : une boulangerie vend pour 100 hors consommations intermédiaires (farine, énergie) ; ces 100 sont entièrement répartis en salaires, profits et impôts sur la production. La valeur ajoutée produite égale donc les revenus distribués.
- **À l'échelle nationale** : la somme des valeurs ajoutées (le PIB) égale la somme des revenus primaires distribués par les unités résidentes.

La boulangerie (valeur ajoutée = 100)

Salaires versés	60
Impôts sur la production	5
Profit (excédent d'exploitation)	35
Revenus distribués	100

Montants illustratifs.

Source : Nations unies et al., *Système de comptabilité nationale 2008*, ch. 2 et 7 ; HCP, Comptes nationaux, « Concepts et définitions ».

Idée clé : Ce qui est produit est intégralement distribué en revenus : Y mesure à la fois la production et le revenu national.

Transition : on peut alors lire l'égalité $Y = C + I + G + (X - M)$: que signifie un solde $M > X$, et comment mesurer l'ouverture ?

1.5 Pourquoi $M > X$ veut dire : le pays dépense plus qu'il ne produit

Identité comptable, toujours vraie. On la réécrit pour comparer la dépense intérieure à la production.

1 Ce que dit l'identité
$$Y = C + I + G + (X - M)$$

Y est la production. $C + I + G$ est la dépense intérieure. $(X - M)$ ajoute la demande étrangère et retire les biens produits à l'étranger.

2 Pourquoi isoler $C + I + G$
$$C + I + G = Y + (M - X)$$

On veut savoir si le pays dépense plus qu'il ne produit. On place donc la dépense seule à gauche. On a seulement déplacé $(X - M)$.

3 Pourquoi comparer à Y
$$C + I + G - Y = M - X$$

L'écart entre dépense et production est le déficit commercial. Si $M > X$, cet écart est positif, donc $C + I + G > Y$.

4 Ce qu'il faut financer
$$\text{écart} = M - X > 0$$

Le pays absorbe plus de biens qu'il n'en fabrique. Il finance cet écart par des transferts (MRE) ou des capitaux (IDE, prêts).

1.5 Exercice — une petite économie ouverte, deux années

Cas pédagogique. Le principal partenaire commercial est l'Europe. On dispose de deux années, non datées. Les montants sont en milliards d'unités de compte. Aucune année n'est qualifiée.

Poste	Année 1	Année 2
Production Y	1 000	960
Exportations de biens X	420	300
Importations de biens M	300	410
Recettes de tourisme	78	30
Transferts nets des MRE	65	48
IDE entrants	35	14

Questions

1. On sait qu'une des deux années suit un ralentissement de la demande européenne. Laquelle ? Justifier par les postes qui transmettent ce choc, sans calculer le solde.
2. Pour chaque année, calculer $X - M$, puis $C + I + G = Y - (X - M)$. La dépense intérieure dépasse-t-elle la production ?
3. Si le solde commercial est déficitaire, les recettes de tourisme, les transferts des MRE et les IDE entrants le couvrent-ils ? Calculer le résidu.

1.5 Correction — questions 1 et 2

Question 1. Quelle année suit le ralentissement européen ?

L'année 2. Les exportations, le tourisme, les MRE et les IDE baissent ensemble. Ce sont les postes liés à la demande et aux revenus européens. La baisse conjointe de ces quatre postes identifie un choc de demande européen : la seule baisse des exportations pourrait provenir d'un choc interne. L'année 1 n'a pas ce profil. On ne calcule pas le solde pour répondre.

Question 2. Calculer $X - M$, puis $C + I + G = Y - (X - M)$

Le 120 et le 110 ne figurent pas dans le tableau : ce sont les soldes que l'on vient de calculer.

Année 1

$$X - M = 420 - 300 = 120$$

$$C + I + G = 1\,000 - 120 = 880$$

$880 < 1\,000$: on dépense moins qu'on ne produit, de 120.

Année 2

$$X - M = 300 - 410 = -110$$

$$C + I + G = 960 - (-110) = 960 + 110 = 1\,070$$

$1\,070 > 960$: on dépense plus qu'on ne produit, de 110.

1.5 Correction — d'où vient 1 070, puis question 3

Question 2, suite. Pourquoi 1 070 en année 2

Identité : $C + I + G = Y - (X - M)$. Ici $X - M = -110$, donc soustraire -110 revient à ajouter 110 : $960 + 110 = 1\,070$. Les 110 sont le déficit : des biens absorbés par les résidents mais produits à l'étranger.

Question 3. Tourisme, MRE et IDE couvrent-ils le déficit ?

Année 1 : excédent commercial de 120, rien à financer ; tourisme + MRE + IDE = $78 + 65 + 35 = 178$ s'y ajoutent, soit $120 + 178 = 298$ d'entrées nettes de devises. Année 2 : déficit de 110 ; tourisme + MRE + IDE = $30 + 48 + 14 = 92$. Résidu : $110 - 92 = 18$, à financer par d'autres entrées de capitaux ou par une baisse des réserves de change.

Lecture

Le ralentissement européen réduit les exportations, le tourisme, les MRE et les IDE. Les exportations et le tourisme pèsent sur la demande adressée à Y ; le tourisme, les MRE et les IDE pèsent sur le financement du déficit qui apparaît en année 2.

1.5 Que finance-t-on, au juste ?

Ce qu'il faut payer

Si $M > X$, les résidents ont acheté plus de biens étrangers qu'ils n'en ont vendu. Ces importations nettes se paient en devises : « financer le déficit », c'est trouver ces devises. On ne finance pas la production : on paie l'écart $M - X$.

Année 1 : rien à payer de ce côté

$X - M = +120$: le pays a vendu 120 de plus qu'il n'a acheté et encaisse des devises. Tourisme (78), MRE (65) et IDE (35) s'y ajoutent, soit 298 au total : ce n'est pas un besoin, c'est une capacité de financement vers l'étranger.

Année 2 : qui apporte les devises ?

Déficit commercial : 110. Le tourisme apporte 30, les MRE 48, les IDE 14, soit 92. Il reste 18, financés par d'autres entrées de capitaux (emprunts, crédits commerciaux) ou par une baisse des réserves de change. Une telle situation ne peut pas durer : les réserves sont limitées et l'endettement extérieur augmente ; sans financement durable, l'ajustement (réduction des importations, dépréciation) devient inévitable.

Lien Maroc

Même logique qu'au circuit du cours : un déficit commercial est couvert par les recettes de tourisme, les transferts des MRE, les IDE, puis, pour le reste, par la dette extérieure ou les réserves.

1.6 Mesurer l'ouverture : le taux d'ouverture

- **Définition** : le taux d'ouverture rapporte la somme des exportations et des importations de biens et services au PIB. Il mesure le poids du commerce extérieur dans l'activité nationale.
- **Pourquoi $(X + M)$ et pas seulement X ?** Pour saisir les deux sens de l'échange ; certains auteurs divisent $(X + M)/2$ par le PIB : il faut donc toujours préciser la formule retenue.
- **Effet de taille** : un petit pays est en général plus ouvert qu'un grand, car il ne peut produire toute la gamme des biens ; un grand marché intérieur (États-Unis, Chine) réduit mécaniquement le ratio.
- **Effet prix** : le ratio augmente quand les prix mondiaux augmentent (pétrole, engrais), même sans hausse des volumes ; c'est ce qui explique le pic de 2022.
- **Il peut dépasser 100 %** : X et M sont des valeurs brutes alors que le PIB est une somme de valeurs ajoutées ; un pays qui réexporte beaucoup (Singapour) dépasse largement 100 %.

Taux d'ouverture

$$TO = \frac{X + M}{\text{PIB}} \times 100$$

X : exportations de biens et services

M : importations de biens et services

PIB : produit intérieur brut (prix courants)

Monde : 25,8 % en 1970 ; 38,1 % en 1990 ; 60,3 % en 2008 ; 56,7 % en 2024.

Source : Banque mondiale, WDI, NE.TRD.GNFS.ZS.

Idée clé : Le taux d'ouverture est un indicateur simple et utile, mais il dépend de la taille du pays et des prix : il faut toujours l'interpréter avec prudence.

Transition : appliquons la formule au Maroc, avec les chiffres officiels de la Banque mondiale.

Question à la salle. Comment un pays peut-il avoir un taux d'ouverture supérieur à 100 % ?

Un bien importé puis réexporté est compté deux fois au numérateur (dans M puis dans X), mais une seule fois au PIB, pour la seule valeur ajoutée sur place.

Exemple : un pays importe des composants pour 200, les assemble et réexporte pour 250 (valeur ajoutée 50) ; il produit aussi 50 de services intérieurs, d'où PIB = 100.

$$TO = (X + M)/\text{PIB} = (250 + 200)/100 = \mathbf{450 \% > 100 \%}$$

1.7 Exemple chiffré : le taux d'ouverture du Maroc

Maroc (Md\$ courants)	2000	2024
Exportations X	10,4	67,5
Importations M	12,6	80,6
PIB	43,0	160,6
$TO = (X + M)/PIB$	53,5 %	92,2 %

Source : Banque mondiale, WDI : NE.EXP.GNFS.CD, NE.IMP.GNFS.CD, NY.GDP.MKTP.CD ; calcul de l'enseignant (WDI publie 53,4 % et 92,2 % : écart d'arrondi).

- **Calcul 2024 :**
 $(67,5 + 80,6)/160,6 = 148,1/160,6 \approx 92,2 \%$. Le commerce extérieur représente presque l'équivalent du PIB marocain.
- **En 2000**, le même calcul donne environ 53 % : en près d'un quart de siècle, l'ouverture du Maroc a progressé de près de 40 points.
- **Les exportations ont été multipliées par plus de 6** (de 10,4 à 67,5 Md\$), bien plus vite que le PIB ($\times 3,7$) : le Maroc s'est inséré dans des chaînes de valeur (automobile, aéronautique, phosphates).
- **Mais $M > X$** : le déficit des échanges de biens et services (environ 13 Md\$ en 2024) doit être financé par les transferts des MRE, les IDE et l'endettement extérieur.

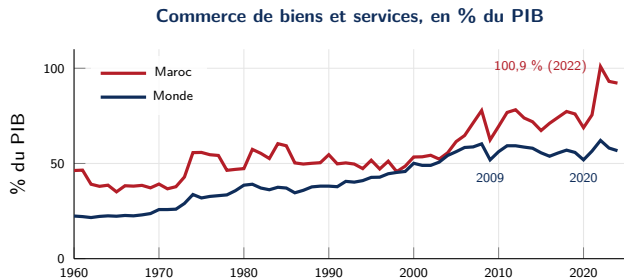
Idée clé : Le Maroc est aujourd'hui une petite économie très ouverte : son commerce extérieur pèse plus de 90 % de son PIB.

Transition : cette ouverture a-t-elle toujours été aussi forte ? Comparons le Maroc et le monde depuis 1960.

Question à la salle. Que signifie, pour l'économie marocaine, un taux d'ouverture passé d'environ 53 % en 2000 à 92 % en 2024 ?

Le commerce extérieur représente presque l'équivalent du PIB : la croissance dépend davantage de la demande et des prix extérieurs.

1.8 Graphique : ouverture du Maroc et du monde, 1960-2024



Source : Banque mondiale, WDI, NE.TRD.GNFS.ZS (mise à jour juillet 2026) ; Monde 1960-1969 : Penn World Table via Our World in Data.

- **Le Maroc est structurellement plus ouvert que la moyenne mondiale** : 46 % dès 1960 contre 22 % pour le monde, car c'est une économie de taille moyenne, exportatrice de phosphates et importatrice d'énergie.
- **Deux accélérations** : la seconde moitié des années 2000 (accord d'association avec l'UE en vigueur en 2000, ALE avec les États-Unis en 2006) et 2022, où le ratio dépasse 100 % sous l'effet des prix de l'énergie et des engrais.
- **Les crises se voient** : baisses marquées en 2009 (crise financière) et en 2020 (Covid), au Maroc comme dans le monde.

Idée clé : Les courbes du Maroc et du monde progressent et reculent ensemble : l'économie marocaine vit au rythme du cycle mondial, en l'amplifiant.

Transition : résumons ce que nous avons établi dans cette première section.

Question à la salle. Pourquoi le dépassement de 100 % en 2022 ne traduit-il pas d'abord une hausse des volumes échangés ?

Il résulte surtout d'un effet prix : la hausse des prix de l'énergie et des engrais a accru la valeur des échanges, avant de refluer.

Synthèse de la section 1 : définir et mesurer

- **L'économie internationale** étudie les échanges de biens, de services, de facteurs et de capitaux entre nations souveraines, ainsi que les politiques et les institutions qui les encadrent.
- **Elle se distingue de l'économie nationale** par quatre traits : souverainetés différentes, monnaies différentes, facteurs peu mobiles et absence de gouvernement mondial.
- **Deux branches** : l'analyse réelle (pourquoi et quoi échanger, gains et protection) et l'analyse monétaire et financière (change, balance des paiements, capitaux).
- **Le circuit ouvert** ajoute exportations, importations, IDE et transferts ; l'égalité $Y = C + I + G + (X - M)$ montre que la demande extérieure compte pour la croissance.
- **Le taux d'ouverture** $(X + M)/\text{PIB}$ est passé de 25,8 % à 56,7 % dans le monde entre 1970 et 2024 ; au Maroc, il atteint 92,2 % en 2024.

Idée clé : Définir, c'est déjà mesurer : l'économie mondiale est aujourd'hui deux fois plus ouverte qu'en 1970, et le Maroc bien davantage que la moyenne.

Transition : pourquoi consacrer tout un cours à ces questions ? Voyons ce qui est en jeu.

2.1 Pourquoi étudier l'économie internationale ? Les chiffres clés

- **Un commerce mondial devenu gigantesque** : les exportations mondiales de biens et services sont passées de 386 Md\$ en 1970 à 32 471 Md\$ en 2024, soit une multiplication par 84 en dollars courants (inflation comprise).
- **Une part croissante de la production** : le commerce représente 56,7 % du PIB mondial en 2024, contre 25,8 % en 1970 ; plus d'un produit sur deux franchit, sous une forme ou une autre, une frontière.
- **Des flux de capitaux considérables mais instables** : les entrées d'IDE mondiales ont culminé à environ 3 100 Md\$ en 2007, puis ont fortement fluctué au gré des crises.
- **Le Maroc au cœur des routes maritimes** : 10,24 millions d'EVP manutentionnés à Tanger Med en 2024.

×84

exportations mondiales
en valeur, 1970-2024

92,2 %

taux d'ouverture
du Maroc, 2024

56,7 %

commerce mondial /
PIB mondial, 2024

10,24 M

EVP traités à
Tanger Med, 2024

Source : Banque mondiale, WDI (NE.EXP.GNFS.CD, NE.TRD.GNFS.ZS, BX.KLT.DINV.CD.WD) ; Tanger Med Port Authority (2024).

Idée clé : L'échange international n'est plus marginal : il pèse plus de la moitié du PIB mondial et près de l'équivalent du PIB marocain.

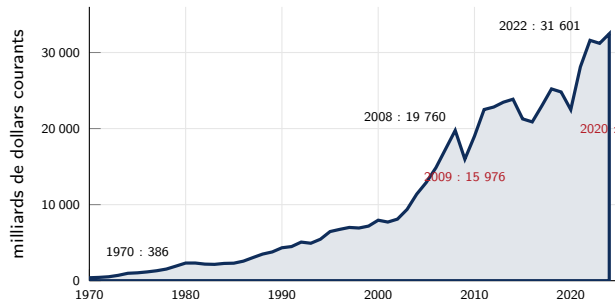
Transition : regardons de plus près la trajectoire des exportations mondiales depuis 1970.

Question à la salle. Pourquoi la multiplication par 84 des exportations mondiales depuis 1970 ne mesure-t-elle pas la hausse des quantités ?

**Elle est calculée en dollars courants :
elle intègre la hausse des prix, et pas
seulement celle des volumes.**

2.2 Graphique : les exportations mondiales, 1970-2024

Exportations mondiales de biens et services (Md\$ courants)



Source : Banque mondiale, WDI, NE.EXP.GNFS.CD (valeurs en dollars courants, non corrigées de l'inflation).

- **Une croissance longue et rapide** : la valeur est multipliée par 51 entre 1970 et 2008 ($\times 6$ dans les années 1970, amplifiée par l'inflation et les chocs pétroliers, puis $\times 1,8$ à $\times 1,9$ par décennie), portée par la baisse des coûts de transport, la libéralisation et l'essor de l'Asie.
- **Deux reculs marqués** : -19% en valeur en 2009 (crise financière) et -9% en 2020 (Covid) ; le commerce amplifie les récessions.
- **Attention à l'effet prix** : le maximum de 2022 (31 601 Md\$) s'explique en partie par l'inflation et le renchérissement de l'énergie, pas seulement par des volumes accrus.
- **Depuis 2022**, la valeur plafonne autour de 31 000 à 32 500 Md\$.

Idée clé : Le commerce mondial croît plus vite que la production en période d'expansion, et recule plus vite qu'elle en période de crise.

Transition : derrière ces chiffres se trouve une innovation très concrète : la boîte en acier standardisée.

2.3 En images : la révolution du conteneur

- **Une innovation d'organisation** : en 1956, l'entrepreneur américain Malcom McLean fait naviguer l'*Ideal-X* avec des conteneurs ; la marchandise n'est plus manipulée colis par colis, mais par boîtes standardisées.
- **Le mécanisme** : la normalisation (unité EVP, « équivalent vingt pieds ») permet de passer sans rupture du navire au train et au camion ; le temps d'escale et les vols diminuent, les coûts de manutention aussi.
- **La conséquence** : des navires toujours plus grands (ici l'*Emma Maersk*, 2006) et des ports géants, qui rendent rentable l'éclatement de la production entre plusieurs pays.
- **Pour le Maroc** : la conteneurisation est la condition de l'essor de Tanger Med et des chaînes de valeur automobiles.



Emma Maersk sur l'Escaut, Anvers — Alf van Beem, Wikimedia Commons, CC0



Port de Yantian (Shenzhen, Chine) — Gigel.atat, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0

Source : sur l'histoire du conteneur : M. Levinson, *The Box*, Princeton University Press, 2006.

Idee clé : Une simple boîte standardisée a fait baisser les coûts du transport maritime au point de rendre possible la mondialisation de la production.

Transition : mais pourquoi ces évolutions nous concernent-elles directement, au quotidien ?

2.4 Ce que l'économie internationale change dans la vie quotidienne

- **Les prix que nous payons** : le prix du carburant, du blé ou des huiles dépend des cours mondiaux ; lorsque les prix de l'énergie ont fortement augmenté en 2022, l'inflation importée a touché directement les ménages marocains.
- **Les emplois que nous occupons** : l'automobile, premier secteur exportateur du Maroc (157,6 Md DH d'exportations en 2024), le câblage ou l'aéronautique existent parce que des firmes étrangères produisent au Maroc pour le marché mondial.
- **La monnaie** : le dirham est rattaché à un panier euro-dollar ; sa bande de fluctuation a été élargie à $\pm 2,5$ % en 2018, puis à ± 5 % en 2020. Le régime de change influence le prix des importations et la compétitivité.
- **Les revenus des familles** : les transferts des Marocains résidant à l'étranger constituent une ressource extérieure majeure pour de nombreux ménages et pour l'équilibre de la balance des paiements.
- **Les crises venues d'ailleurs** : la crise de 2008 en Europe, la pandémie ou la guerre en Ukraine se sont transmises au Maroc par la demande européenne, le tourisme et les prix des matières premières.

Source : Office des Changes, *Commerce extérieur du Maroc 2024* ; Bank Al-Maghrib (communiqués de janvier 2018 et mars 2020).

Idée clé : Nos prix, nos emplois, notre monnaie et nos revenus dépendent en partie de décisions et d'événements qui se produisent hors du Maroc.

Transition : faisons le point sur ce qui est en jeu avant d'entrer dans l'histoire.

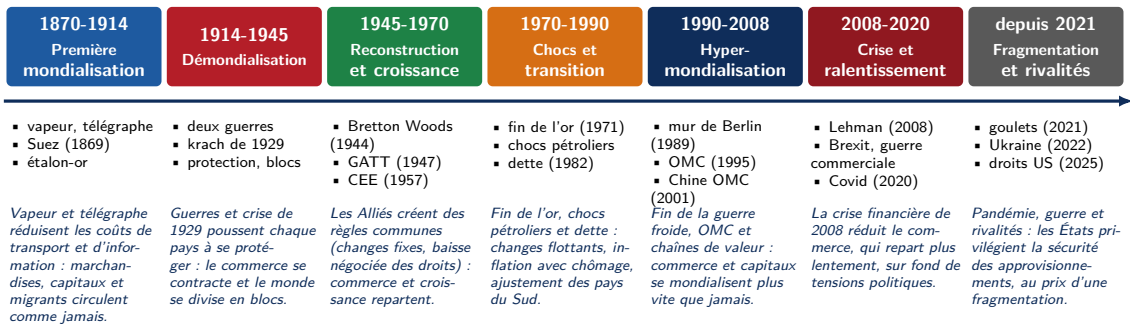
Synthèse de la section 2 : pourquoi l'étudier

- **Le commerce mondial a changé d'échelle** : exportations multipliées par 84 en valeur entre 1970 et 2024, commerce passé d'un quart à plus de la moitié du PIB mondial.
- **Il est sensible aux crises** : il recule plus fortement que la production (2009, 2020) et rebondit ensuite ; les chiffres en valeur intègrent en outre un effet prix.
- **Des innovations concrètes l'ont rendu possible** : le conteneur standardisé et les ports géants ont réduit les coûts et permis l'éclosion de la production.
- **Il touche la vie quotidienne** : prix importés, emplois exportateurs, régime de change du dirham, transferts des MRE, transmission des crises.

Idée clé : Étudier l'économie internationale, c'est comprendre les forces qui façonnent directement l'économie marocaine et les choix qui s'offrent à elle.

Transition : ces forces ont une histoire : remontons à 1870 pour suivre sept grandes phases.

3.1 Vue d'ensemble : sept phases de l'économie mondiale



Idée clé : Les phases d'ouverture (1, 3, 5) et de repli ou de ralentissement (2, 6, 7) alternent : chaque phase a ses moteurs (transport, règles monétaires, pays leader) et se termine par une crise qui change les règles.

Transition : avant d'entrer dans le détail, définissons chacun des termes de la frise.

3.2 Lexique de la frise (1/2) : phases 1 à 3

Ph.	Terme	Ce que c'est	Pourquoi il compte
1	Vapeur	navires et trains mus par la machine à vapeur	trajets plus rapides, réguliers et moins coûteux
1	Télégraphe	messages électriques, puis câbles sous-marins	prix et ordres connus en quelques heures
1	Canal de Suez (1869)	voie d'eau entre Méditerranée et mer Rouge	Londres-Bombay : 41 % de distance en moins
1	Étalon-or	monnaie définie par un poids d'or, convertible	changes fixes, moins d'incertitude
2	Deux guerres	1914-1918 et 1939-1945	blocus, commerce administré
2	Krach de 1929	baisse soudaine et très forte des cours boursiers	point de départ de la Grande Dépression
2	Protection	hausse des droits de douane et quotas	ripostes en chaîne : le commerce se contracte
2	Blocs	zones commerciales et monétaires réservées	le commerce mondial se cloisonne
3	Bretton Woods (1944)	changes fixes ajustables, dollar convertible en or	stabilité monétaire de l'après-guerre ; FMI, BIRD
3	GATT (1947)	accord multilatéral de baisse des droits	règle de non-discrimination (clause NPF)
3	CEE (1957)	Communauté économique européenne à six	union douanière en 1968 ; origine de l'UE

Source : définitions développées dans les slides suivantes ; distances : J. Rabino, « The Statistical Story of the Suez Canal », *Journal of the Royal Statistical Society*, 1887.

Idée clé : Chaque mot de la frise renvoie soit à une technique (transport, communication), soit à une règle (monnaie, commerce), soit à une crise.

Transition : suite du lexique : des chocs des années 1970 aux rivalités actuelles.

3.3 Lexique de la frise (2/2) : phases 4 à 7

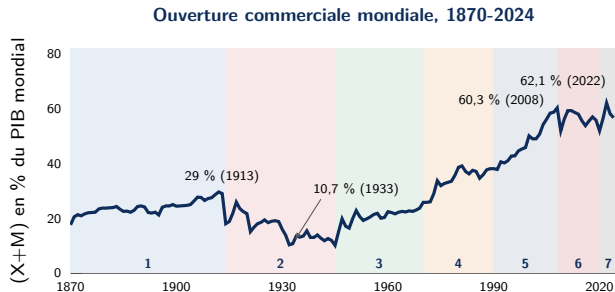
Ph.	Terme	Ce que c'est	Pourquoi il compte
4	Fin de l'or (1971)	suspension de la convertibilité du dollar en or	fin de Bretton Woods ; changes flottants (1973)
4	Chocs pétroliers	prix du pétrole multiplié en 1973 et en 1979	inflation et chômage : la stagflation
4	Dette (1982)	le Mexique ne peut plus servir sa dette	« décennie perdue » ; ajustement structurel
5	Mur de Berlin (1989)	fin de la division de l'Europe, puis de l'URSS	l'Est rejoint l'économie de marché
5	OMC (1995)	organisation qui succède au GATT, avec un juge	règles étendues aux services et aux brevets
5	Chine OMC (2001)	adhésion de la Chine le 11 décembre 2001	accès garanti aux marchés : « atelier du monde »
6	Lehman (2008)	faillite d'une grande banque d'affaires américaine	la crise des <i>subprimes</i> devient mondiale
6	Brexit	sortie du Royaume-Uni de l'UE (2020)	retour des contrôles douaniers avec l'UE
6	Guerre commerciale	droits réciproques États-Unis–Chine (2018)	le droit de douane redevient une arme
6	Covid (2020)	pandémie et confinements	recul des échanges, pénuries, dépendances
7	Goulets (2021)	ports saturés, conteneurs mal répartis	coût du fret multiplié par environ sept
7	Ukraine (2022)	invasion de l'Ukraine par la Russie	hausse des prix de l'énergie et des céréales
7	Droits US (2025)	droit additionnel de base de 10 %	remise en cause de la clause NPF

Source : définitions développées dans les slides suivantes ; fret : Drewry, *World Container Index* ; OMC ; Federal Reserve History.

Idée clé : Depuis 1970, les ruptures viennent surtout de la monnaie, de la finance et des choix politiques des grandes puissances.

Transition : ces vagues se lisent très bien sur une seule courbe : le poids du commerce dans le PIB mondial depuis 1870.

3.4 Graphique : 150 ans d'ouverture commerciale mondiale



Source : Our World in Data, à partir de Klasing et Milionis (2014) pour 1870-1949, Penn World Table 10 pour 1950-1969, Banque mondiale WDI (NE.TRD.GNFS.ZS) pour 1970-2024 ; séries raccordées, définitions proches mais non identiques.

Idée clé : Il a fallu soixante ans pour effacer le repli de l'entre-deux-guerres : la mondialisation peut reculer, et longtemps.

Transition : entrons dans le détail de chaque phase, en commençant par la première mondialisation (1870-1914).

Question à la salle. Pourquoi a-t-il fallu soixante ans pour retrouver l'ouverture de 1913, et qu'en déduire pour une fermeture aujourd'hui ?

- **1870-1913** : l'ouverture passe de 18 % à 29 % : c'est la première mondialisation.
- **1914-1945** : effondrement jusqu'à 10,7 % en 1933 ; il faut attendre 1973 pour retrouver le niveau de 1913.
- **1970-2008** : l'ouverture double, jusqu'à un sommet de 60 % en 2008.
- **Depuis 2008** : un plateau entre 52 et 62 %, avec des baisses marquées en 2009 et 2020 : on parle de *slowbalisation*.

Les guerres et le protectionnisme ont durablement réduit l'ouverture : une mondialisation peut reculer, et longtemps.

3.5 Phase 1 (1870-1914) : la première mondialisation

- **Une révolution des transports** : bateaux à vapeur, chemins de fer et canal de Suez (1869) raccourcissent les trajets vers l'Asie : de Londres à Bombay, 6 274 milles marins au lieu de 10 667 par le cap de Bonne-Espérance, soit 41 % de moins.
- **Une révolution des communications** : le télégraphe et les câbles sous-marins transmettent les prix et les ordres en quelques heures ; les marchés du blé ou du coton deviennent mondiaux.
- **Une division internationale du travail** : l'Europe industrielle exporte des produits manufacturés et importe matières premières et produits agricoles des Amériques, d'Asie et d'Afrique.
- **Des mouvements considérables de capitaux et d'hommes** : Londres finance chemins de fer et mines dans le monde entier ; des dizaines de millions d'Européens émigrent vers les Amériques.
- **Résultat** : l'ouverture mondiale passe d'environ 18 % du PIB en 1870 à 29 % en 1913.



Inauguration du canal de Suez, 17 novembre 1869 — Édouard Riou, Wikimedia Commons, domaine public

Source : ouverture : Klasing et Milonis (2014), via Our World in Data ; distances : J. Rabino (1887).

Idée clé : La première mondialisation repose sur une baisse spectaculaire des coûts de transport et de communication, bien avant le conteneur et Internet.

Transition : cette mondialisation reposait aussi sur un ordre monétaire : l'étalon-or, et sur un ordre politique : les empires.

3.6 Phase 1 (suite) : l'étalon-or et les limites de la première mondialisation

- **L'étalon-or** : chaque monnaie est définie par un poids d'or et convertible ; les taux de change entre monnaies sont donc fixes, ce qui réduit l'incertitude des échanges et des placements à l'étranger.
- **Le mécanisme d'ajustement** : un pays en déficit perd de l'or, sa masse monétaire et ses prix baissent, ses exportations redeviennent compétitives ; l'équilibre revient, mais au prix de déflation et de chômage.
- **Un système centré sur Londres** : le Royaume-Uni, premier investisseur mondial, joue le rôle de banquier du monde et de garant du système.
- **Une mondialisation coloniale et inégale** : la spécialisation des colonies dans les produits primaires est largement imposée ; les gains de l'échange profitent surtout aux métropoles.
- **Un protectionnisme qui remonte déjà** : tarif Bismarck en Allemagne (1879), tarif Méline en France (1892). Au Maroc, l'Acte d'Algésiras (1906) impose le principe de la « porte ouverte » aux puissances européennes, prélude au protectorat de 1912.

Idée clé : La stabilité des changes de l'étalon-or favorise l'échange, mais le système est rigide, centré sur l'Europe et inégal pour les pays colonisés.

Transition : la Première Guerre mondiale brise cet ordre et ouvre trente ans de démondialisation.

Question à la salle. Quel est le coût de l'ajustement automatique de l'étalon-or pour un pays en déficit ?

La perte d'or réduit la masse monétaire et les prix : l'équilibre est rétabli au prix de la déflation et du chômage.

3.7 Phase 2 (1914-1945) : guerres, crise et démondialisation

- **La guerre fracture les échanges** (1914-1918) : blocus, économies de guerre, suspension de l'or ; l'ouverture recule de 29 % (1913) à 18 % (1914).
- **Des années 1920 fragiles** : retour difficile à l'or (Royaume-Uni en 1925, à une parité trop élevée) ; dettes de guerre et réparations déséquilibrent les paiements.
- **Le krach d'octobre 1929** déclenche la Grande Dépression : faillites bancaires, chômage de masse, effondrement de la demande.
- **La réponse protectionniste aggrave la crise** : la loi Smoot-Hawley (1930) relève les droits américains ; les partenaires ripostent ; préférence impériale (Ottawa, 1932) et blocs monétaires.
- **Dévaluations compétitives** : le Royaume-Uni quitte l'or en 1931, les États-Unis dévaluent en 1933-1934 : chacun tente d'exporter son chômage.



File d'attente pour la soupe populaire, New York, années 1930 — NARA, Wikimedia Commons, domaine public

Source : ouverture : Klasing et Milionis (2014), via Our World in Data.

Idée clé : Face à la crise, chaque pays s'est protégé seul : la somme des protections nationales a transformé une récession en catastrophe mondiale.

Transition : comment une baisse des cours à Wall Street devient-elle une dépression mondiale ?

3.8 1929 : du krach boursier à la Grande Dépression

- **Le krach** : une baisse soudaine et très forte des cours. Le jeudi 24 octobre 1929, Wall Street décroche après des années de spéculation financée à crédit ; de septembre 1929 au point bas de 1932, les cours baissent de 87 %.
- **Des banques fragilisées** : trois vagues de paniques bancaires (fin 1930, printemps 1931, mars 1933) ; près de 10 000 banques suspendent leurs activités et la masse monétaire recule d'environ 30 %.
- **Une déflation contagieuse** : les prix baissent de près de 10 % par an au début des années 1930, ce qui alourdit le poids réel des dettes ; l'étalon-or oblige les pays à défendre leur parité par des taux élevés et transmet la récession.
- **Le bilan** : entre 1929 et 1933, la production réelle des États-Unis recule de près de 30 % et le taux de chômage passe d'environ 3 % à près de 25 %.

Source : Federal Reserve History, « Stock Market Crash of 1929 » et « The Great Depression » ; Federal Reserve Bank of Minneapolis, « Lessons from the Crash of 1929 », 1988 ; B. Bernanke, « Money, Gold, and the Great Depression », 2004.

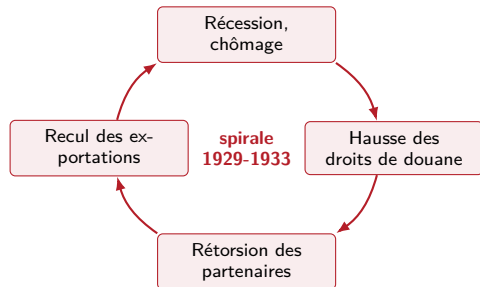
Idée clé : Le krach ne suffit pas à expliquer la Grande Dépression : ce sont les paniques bancaires, la contraction monétaire et la déflation qui transforment une récession en crise mondiale.

Transition : pourquoi le protectionnisme de crise est-il si destructeur ? Le mécanisme de la spirale l'explique.

Question à la salle. Pourquoi une baisse des cours boursiers à New York a-t-elle pu provoquer une dépression mondiale ?

Les faillites bancaires réduisent le crédit et la monnaie, la déflation alourdit les dettes, et l'étalon-or transmet la récession aux autres pays.

3.9 Phase 2 (suite) : la spirale protectionniste et ses leçons



Source : schéma pédagogique d'après C. Kindleberger, *The World in Depression 1929-1939*, 1973.

- **Le mécanisme** : un pays protège son marché pour sauver ses emplois ; ses partenaires ripostent ; les exportations de tous diminuent, ce qui aggrave la récession et appelle de nouvelles protections.
- **L'ampleur** : l'ouverture mondiale recule de 18,75 % du PIB en 1929 à 10,7 % en 1933 ; C. Kindleberger a représenté cette contraction du commerce mondial par sa célèbre « spirale ».
- **Le rôle de l'absence de leader** : selon Kindleberger, le Royaume-Uni ne pouvait plus et les États-Unis ne voulaient pas encore stabiliser le système.
- **Les leçons tirées en 1944** : il faut des règles communes sur le commerce, des changes stables et un prêteur international pour éviter que chaque pays ne se referme en cas de crise.

Idée clé : La mémoire des années 1930 explique toute l'architecture d'après-guerre : coopérer plutôt que se replier.

Transition : la crise divise le monde en blocs rivaux, avant une nouvelle guerre mondiale.

Question à la salle. En quoi les droits de douane de 2018 et de 2025 rappellent-ils la spirale des années 1930, et qu'est-ce qui les en distingue ?

**On retrouve l'enchaînement
protection-rétorsion ; mais des règles et
des institutions, même affaiblies,
encadrent encore les échanges.**

3.10 Phase 2 (suite) : les blocs des années 1930 et la guerre

- **Qu'est-ce qu'un bloc ?** : une zone où un groupe de pays réserve ses échanges et ses paiements à ses membres, derrière des droits de douane préférentiels ou un contrôle des changes.
- **La zone sterling et la préférence impériale** : après la sortie de l'or (1931), le Royaume-Uni et une partie de son empire rattachent leurs monnaies à la livre ; les accords d'Ottawa (1932) réservent des droits réduits aux produits de l'empire.
- **Le bloc-or et la zone mark** : la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Italie et la Pologne restent attachés à l'or jusqu'en 1935-1936 ; l'Allemagne impose un contrôle des changes et des accords de troc bilatéraux.
- **La Seconde Guerre mondiale (1939-1945)** : le commerce devient administré : rationnement, convois, prêt-bail américain aux Alliés à partir de mars 1941 ; en 1945, l'Europe et le Japon sont à reconstruire.

Source : B. Eichengreen et D. Irwin, « Trade blocs, currency blocs and the reorientation of world trade in the 1930s », *Journal of International Economics*, 1995 ; US Department of State, Office of the Historian, « Lend-Lease ».

Idée clé : Dans les années 1930, le commerce mondial se fragmente en zones rivales : c'est ce cloisonnement que l'ordre de 1944 cherche à empêcher.

Transition : pour éviter ce cloisonnement, les Alliés construisent un nouvel ordre à Bretton Woods en 1944.

3.11 Phase 3 (1945-1970) : Bretton Woods et la reconstruction

- **Bretton Woods (juillet 1944)** : 44 pays créent un système de changes fixes mais ajustables ; le dollar est convertible en or à 35 dollars l'once et les autres monnaies sont rattachées au dollar.
- **Deux institutions naissent** : le FMI, pour prêter aux pays en difficulté de paiements et surveiller les changes, et la BIRD (future Banque mondiale), pour financer la reconstruction.
- **Le GATT (1947)** : l'Organisation internationale du commerce (charte de La Havane) échoue faute de ratification américaine ; le GATT, signé par 23 pays, reste le cadre « provisoire » du commerce jusqu'en 1994.
- **Le plan Marshall (1948-1952)** : environ 13 milliards de dollars d'aide américaine relancent l'Europe et l'incitent à coopérer (OECE, chargée de répartir l'aide, puis CEE en 1957).
- **Les « Trente Glorieuses »** : forte croissance, État-providence et essor du commerce entre pays industrialisés aux structures proches.



Ouverture de la conférence de Bretton Woods par H. Morgenthau, 1944 — NARA, Wikimedia Commons, domaine public

Source : OMC, « The GATT years : from Havana to Marrakesh ».

Idée clé : L'après-guerre invente un multilatéralisme organisé : changes stables, libéralisation négociée du commerce et institutions communes.

Transition : comment le GATT a-t-il concrètement fait baisser les obstacles aux échanges ? Par des cycles de négociation.

3.12 Phase 3 (suite) : les cycles du GATT et le commerce Nord-Nord

Années	Cycle	Thèmes	Pays
1947	Genève	droits de douane	23
1949	Annecy	droits de douane	13
1951	Torquay	droits de douane	38
1956	Genève	droits de douane	26
1960-61	Dillon	droits de douane	26
1964-67	Kennedy	droits, antidumping	62
1973-79	Tokyo	obstacles non tarifaires	102
1986-94	Uruguay	services, propriété intellectuelle, agriculture, création de l'OMC	123

Source : OMC, « The GATT years : from Havana to Marrakesh ».

- **Le principe des cycles** : des négociations multilatérales où chacun fait des concessions en échange de celles des autres ; un « paquet » global permet de compenser les secteurs sensibles.
- **Une libéralisation progressive** : après le cycle de Tokyo, le droit moyen sur les produits industriels des neuf grands marchés est ramené à 4,7 %, selon l'OMC.
- **Un commerce dynamique** : dans les années 1950 et 1960, le commerce mondial croît d'environ 8 % par an, plus vite que la production.
- **Un commerce surtout Nord-Nord** : l'essentiel des échanges se fait entre pays industrialisés, souvent dans les mêmes branches (automobiles contre automobiles) : c'est l'objet du chapitre 1.

Idée clé : Le GATT a libéralisé le commerce par étapes négociées ; il a surtout profité aux échanges entre pays industrialisés.

Transition : le GATT n'est pas la seule voie d'ouverture : en Europe, la CEE choisit l'intégration régionale.

Question à la salle. Pourquoi un commerce Nord-Nord dans les mêmes branches pose-t-il une question que Ricardo n'explique pas ?

Des pays semblables échangent des produits semblables : l'avantage comparatif ne suffit pas à l'expliquer ; c'est l'objet du chapitre 1.

3.13 Phase 3 (suite) : GATT et CEE, deux façons d'ouvrir

- **La clause de la nation la plus favorisée (NPF)** : article I du GATT : tout avantage tarifaire accordé à un membre est étendu immédiatement à tous les autres ; c'est la règle de non-discrimination.
- **Réciprocité et consolidation** : chaque pays obtient des concessions en échange des siennes ; un droit « consolidé » ne peut plus être relevé sans compensation des partenaires.
- **La CEE** : le traité de Rome (25 mars 1957, en vigueur le 1^{er} janvier 1958) unit six pays : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas.
- **L'union douanière (1^{er} juillet 1968)** : suppression des droits de douane entre les Six et tarif extérieur commun face aux pays tiers, dix-huit mois avant le calendrier du traité.
- **Deux logiques compatibles** : le GATT ouvre de façon multilatérale et non discriminatoire ; la CEE ouvre de façon régionale et préférentielle, ce que l'article XXIV du GATT autorise.

Source : OMC, texte de l'Accord général de 1947 (articles I et XXIV) ; EUR-Lex, « Traité de Rome (CEE) » ; Commission européenne, « History of the EU Customs Union ».

Idée clé : Après 1945, l'ouverture progresse sur deux voies : des règles mondiales non discriminatoires et une intégration régionale plus poussée en Europe.

Transition : à partir de 1971, l'ordre de Bretton Woods se défait et une période de chocs commence.

3.14 Phase 4 (1970-1990) : chocs, flottement et nouveaux acteurs

- **La fin de Bretton Woods** : le 15 août 1971, le président Nixon suspend la convertibilité du dollar en or ; en 1973, les grandes monnaies flottent, et les accords de la Jamaïque (1976) légalisent les changes flottants.
- **Les chocs pétroliers** : en 1973, l'embargo de l'OPEP (pays exportateurs de pétrole) fait environ quadrupler le prix du pétrole ; en 1979, la révolution iranienne provoque un second choc. Les pays importateurs subissent inflation et chômage : c'est la stagflation.
- **Les revendications du Sud** : en 1974, l'ONU adopte une déclaration pour un nouvel ordre économique international (NOEI) : prix des matières premières, transferts de technologie.
- **La crise de la dette** : en 1982, le Mexique ne peut plus payer ; de nombreux pays en développement adoptent des PAS (slide 3.16).

Idée clé : Les années 1970 font passer le monde des changes fixes aux changes flottants, et de la croissance facile à la stagflation.

Transition : pourquoi les États-Unis renoncent-ils à la convertibilité du dollar en or en 1971 ?

Question à la salle. Pourquoi la stagflation des années 1970 contredit-elle ce que pensaient les économistes de l'époque ?



File d'attente à une station-service, 15 juin 1979 — W. K. Leffler, Library of Congress, Wikimedia Commons, domaine public

On pensait qu'inflation et chômage variaient en sens inverse ; le choc pétrolier, choc d'offre, les fait augmenter simultanément.

3.15 Phase 4 (suite) : pourquoi 1971 ? Le dilemme de Triffin

- **Le dollar, monnaie de réserve** : le monde a besoin de dollars pour commercer et constituer ses réserves ; ces dollars sortent des États-Unis par leurs déficits extérieurs.
- **Le dilemme (R. Triffin, 1960)** : plus les dollars détenus à l'étranger augmentent, moins la promesse de les convertir en or à 35 dollars l'once est crédible.
- **Le point de bascule** : dès 1964, les dollars détenus par les banques centrales étrangères dépassent le stock d'or américain ; dépenses militaires, aide extérieure et inflation creusent les déficits.
- **Le 15 août 1971** : face aux demandes de conversion françaises et britanniques, R. Nixon ferme le « guichet de l'or » et instaure une surtaxe de 10 % sur les importations.

Source : Federal Reserve History, « Nixon Ends Convertibility of U.S. Dollars to Gold » ; M. Bordo, « The operation and demise of the Bretton Woods system : 1958 to 1971 », VoxEU-CEPR ; R. Triffin, *Gold and the Dollar Crisis*, 1960.

Idée clé : Bretton Woods reposait sur une contradiction : il fallait des déficits américains pour fournir des dollars, mais ces déficits minaient la confiance dans le dollar.

Transition : la décennie s'achève sur une autre crise, celle de la dette des pays en développement.

Question à la salle. Pourquoi le succès même du dollar menaçait-il le système de Bretton Woods ?

Plus le monde détenait de dollars, plus ils dépassaient l'or américain : la promesse de convertibilité devenait impossible à tenir.

3.16 La crise de la dette de 1982

- **Le recyclage des pétrodollars** : dans les années 1970, les excédents des pays pétroliers sont placés dans les banques, qui les prêtent aux pays en développement, souvent à taux variable.
- **La hausse des taux américains** : pour réduire l'inflation, la Réserve fédérale de P. Volcker resserre sa politique : le taux directeur atteint 20 % fin 1980 ; le service de la dette s'alourdit.
- **Août 1982** : le Mexique annonce qu'il ne peut plus assurer le service de sa dette (80 Md\$) ; seize pays d'Amérique latine rééchelonnent leurs dettes : c'est la « décennie perdue ».
- **Le PAS** : programme d'ajustement structurel : prêts du FMI et de la Banque mondiale accordés en échange de réformes (réduction du déficit public, dévaluation, libéralisation).
- **Au Maroc** : PAS engagé en 1983 avec le FMI et la Banque mondiale, prolongé par une phase de consolidation jusqu'en 1993-1994.

Source : Federal Reserve History, « Latin American Debt Crisis of the 1980s » et « Volcker's Announcement of Anti-Inflation Measures » ; FMI, *Adjustment and Development : The Case of Morocco* ; BAfD, *Morocco – Consolidation of the Structural Adjustment Programme 1993-1994*.

Idée clé : La crise de 1982 naît de la rencontre entre un endettement à taux variable et une hausse des taux américains ; elle impose l'ajustement structurel à de nombreux pays, dont le Maroc.

Transition : pendant ces années de crise, de nouveaux acteurs et de nouvelles formes d'échange émergent.

3.17 Phase 4 (suite) : NPI, firmes multinationales et tournant libéral

- **Les nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie** : Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour misent sur l'industrialisation par les exportations et deviennent des concurrents des vieux pays industriels.
- **Le tournant chinois de 1978** : les réformes de Deng Xiaoping ouvrent progressivement la Chine au commerce et aux investissements étrangers, à partir des zones économiques spéciales.
- **L'essor des firmes multinationales** : pour réduire leurs coûts, elles découpent la production en étapes réparties entre pays : c'est la décomposition internationale du processus productif (DIPP), étudiée au chapitre 2.
- **Un tournant libéral** : désinflation, dérégulation financière et libéralisation des capitaux dans les années 1980 ; en 1985, les accords du Plaza organisent la baisse du dollar.
- **Au Maroc** : programme d'ajustement structurel à partir de 1983, puis adhésion au GATT en 1987 ; le cycle de l'Uruguay est lancé en 1986 à Punta del Este et s'achèvera à Marrakech.

Idée clé : La crise des années 1970-1980 prépare la mondialisation suivante : nouveaux pays exportateurs, firmes multinationales et libéralisation financière.

Transition : la chute du mur de Berlin ouvre la phase d'accélération la plus spectaculaire : l'hyper-mondialisation.

3.18 Phase 5 (1990-2008) : l'hyper-mondialisation

- **La fin des blocs** : la chute du mur de Berlin (novembre 1989) puis la disparition de l'URSS (1991) intègrent l'Europe de l'Est et la Russie à l'économie de marché.
- **La création de l'OMC** : l'accord de Marrakech (15 avril 1994) crée l'OMC au 1er janvier 1995, avec de nouveaux accords sur les services (AGCS), la propriété intellectuelle (ADPIC) et un organe de règlement des différends.
- **Les chaînes de valeur mondiales** : Internet et la baisse des coûts de coordination permettent de fragmenter la production ; un produit traverse plusieurs frontières avant d'être assemblé.
- **L'entrée de la Chine à l'OMC** (décembre 2001) accélère le déplacement de l'industrie vers l'Asie.
- **Résultat** : l'ouverture mondiale passe de 38 % du PIB en 1990 à 60 % en 2008, et les entrées d'IDE de 239 Md\$ (1990) à environ 3 100 Md\$ (2007).



Chute du mur de Berlin, novembre 1989 — R. Thiémar, Wikimedia Commons, CC BY-SA 2.0

Source : Banque mondiale, WDI (NE.TRD.GNFS.ZS, BX.KLT.DINV.CD.WD).

Idee clé : Entre 1990 et 2008, le commerce, les capitaux et la production se mondialisent plus vite qu'à aucune autre époque.

Transition : que change concrètement l'OMC, et pourquoi l'entrée de la Chine compte-t-elle autant ?

3.19 Phase 5 (suite) : l'OMC et l'entrée de la Chine

- **Ce que l'OMC ajoute au GATT** : une organisation permanente (1^{er} janvier 1995) et des règles étendues aux services (AGCS) et à la propriété intellectuelle (ADPIC : brevets, marques, droits d'auteur).
- **L'ORD** : organe de règlement des différends : un pays lésé saisit l'OMC ; si la décision n'est pas appliquée, il peut être autorisé à prendre des mesures de rétorsion.
- **L'entrée de la Chine (11 décembre 2001)** : elle baisse ses droits et ouvre des services ; en échange, elle bénéficie durablement de la clause NPF, donc d'un accès garanti aux marchés.
- **L'effet** : la part de la Chine dans les exportations mondiales de marchandises passe de 4,3 % en 2001 à 14,7 % en 2020.
- **Le « choc chinois »** : D. Autor, D. Dorn et G. Hanson (2013) montrent que la concurrence des importations chinoises a réduit l'emploi industriel dans les régions américaines les plus exposées.

Source : OMC, « Comprendre l'OMC » ; OMC, *World Trade Statistical Review* 2020 et 2021 ; D. Autor, D. Dorn et G. Hanson, « The China Syndrome », *American Economic Review*, 2013.

Idee clé : L'OMC donne au commerce mondial des règles plus larges et un juge ; l'entrée de la Chine accélère le déplacement de l'industrie vers l'Asie.

Transition : cette accélération a eu aussi son revers : financiarisation, crises à répétition et nouveaux accords régionaux.

Question à la salle. Pourquoi l'adhésion à l'OMC a-t-elle accéléré les exportations chinoises davantage que la seule baisse des droits de douane ?

Elle garantit un accès durable aux marchés : les entreprises peuvent investir en Chine pour exporter sans craindre une hausse soudaine des droits.

3.20 Phase 5 (suite) : financiarisation, crises et régionalisme

- **Le « consensus de Washington »** (J. Williamson, 1989) résume les recommandations du FMI et de la Banque mondiale : discipline budgétaire, libéralisation du commerce et des capitaux, privatisations.
- **Des crises financières à répétition** : Mexique (1994-1995), Asie (1997-1998), Russie (1998), Argentine (2001). Les capitaux affluent en grande quantité puis se retirent soudainement, provoquant effondrement des changes et récessions.
- **Le régionalisme** : ALENA (1994, libre-échange États-Unis–Canada–Mexique), euro (1999), multiplication des accords de libre-échange ; l'intégration régionale complète le cadre multilatéral de l'OMC.
- **L'émergence** : la Chine, l'Inde et le Brésil deviennent des moteurs de la croissance mondiale et des destinations majeures d'IDE.
- **Au Maroc** : accord d'association avec l'UE (signé en 1996, en vigueur en 2000), accord de libre-échange avec les États-Unis (signé en 2004, en vigueur en 2006), accord d'Agadir (2004, libre-échange avec l'Égypte, la Jordanie et la Tunisie) ; mise en service du port Tanger Med en 2007.

Idée clé : L'hyper-mondialisation est aussi une mondialisation financière instable et une mosaïque d'accords régionaux, dans laquelle le Maroc s'ancre à l'Europe.

Transition : en 2008, la crise financière américaine met fin à cette phase d'euphorie.

Question à la salle. Selon quel mécanisme commun les crises financières de 1994 à 2001 se déclenchent-elles ?

Les capitaux affluent en grande quantité, puis se retirent soudainement : la monnaie se déprécie fortement et l'activité se contracte.

3.21 Phase 6 (2008-2020) : la grande crise et le ralentissement

- **La crise financière** : la faillite de Lehman Brothers (15 septembre 2008) transforme la crise des *subprimes* en crise mondiale ; le crédit et la demande s'effondrent.
- **Le « grand effondrement du commerce »** : en 2009, les exportations mondiales reculent de 9,6 % en volume ; le G20 coordonne des relances et s'engage à éviter le protectionnisme des années 1930.
- **La *slowbalisation*** : après 2011, le commerce cesse de croître plus vite que le PIB ; les chaînes de valeur cessent de s'allonger et la Chine produit davantage sur place.
- **Le retour des tensions** : référendum sur le Brexit (2016), guerre commerciale sino-américaine (2018), blocage de l'organe d'appel de l'OMC (décembre 2019).
- **La pandémie** : en 2020, les exportations mondiales reculent de 8,5 % en volume ; les pénuries de masques révèlent la dépendance aux fournisseurs lointains.



Siège de Lehman Brothers, New York, le jour de la faillite (15 septembre 2008) — R. Scoble, Wikimedia Commons, CC BY 2.0

Source : volumes : Banque mondiale, WDI,
NE.EXP.GNFS.KD.ZG.

Idée clé : Depuis 2008, la mondialisation ne recule pas, mais elle ralentit et devient conflictuelle.

Transition : comment une crise du crédit immobilier américain a-t-elle pu réduire le commerce mondial ?

3.22 2008 : de Lehman à l'effondrement du commerce

- **Les subprimes** : des crédits immobiliers accordés à des ménages américains peu solvables, souvent à taux variable, puis transformés en titres revendus dans le monde entier (titrisation).
- **Le retournement** : la baisse des prix immobiliers à partir de 2006-2007 multiplie les défauts ; les banques qui détiennent ces titres subissent de lourdes pertes et cessent de se prêter entre elles.
- **Le 15 septembre 2008** : la faillite de Lehman Brothers, quatrième banque d'affaires américaine, déclenche une crise de confiance mondiale : le crédit se raréfie partout.
- **Pourquoi le commerce recule plus que la production** : les achats reportés portent sur des biens durables très échangés, le crédit au commerce se raréfie et les chaînes de valeur propagent le choc : -9,6 % en volume en 2009.

Source : Federal Reserve History, « The Great Recession and Its Aftermath » ; R. Baldwin (dir.), *The Great Trade Collapse*, VoxEU-CEPR, 2009 ; Banque mondiale, WDI (NE.EXP.GNFS.KD.ZG).

Idée clé : Une crise du crédit immobilier américain devient une crise mondiale du commerce parce que la finance et les chaînes de valeur relient toutes les économies.

Transition : après la crise, les tensions politiques se multiplient : Brexit et guerre commerciale.

Question à la salle. Pourquoi le commerce mondial a-t-il reculé beaucoup plus que la production mondiale en 2009 ?

Les achats reportés portent sur des biens durables très échangés, le crédit au commerce se raréfie et un même produit franchit plusieurs frontières.

3.23 Phase 6 (suite) : Brexit et guerre commerciale

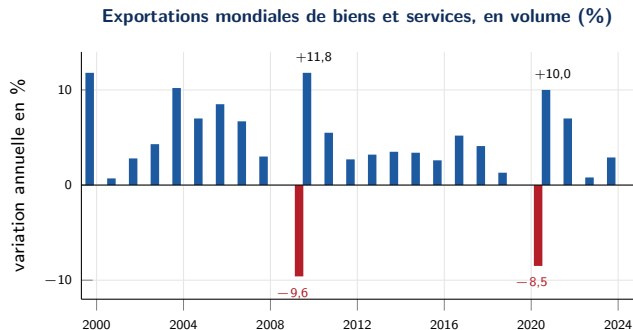
- **Le Brexit** : référendum du 23 juin 2016 (51,9 % pour la sortie) ; le Royaume-Uni quitte l'UE le 31 janvier 2020, puis le marché unique et l'union douanière le 1^{er} janvier 2021.
- **Ce que cela change** : l'accord de commerce et de coopération évite les droits de douane, mais les contrôles douaniers, les règles d'origine et les formalités réapparaissent.
- **La guerre commerciale (2018)** : les États-Unis taxent 250 Md\$ d'importations chinoises ; la Chine riposte sur 110 Md\$ d'exportations américaines, soit 70 % de ses achats aux États-Unis.
- **Les droits moyens** : le droit moyen américain sur les produits chinois passe de 3 % à plus de 12 % ; le droit chinois sur les produits américains, de moins de 10 % à plus de 18 %.

Source : Electoral Commission (Royaume-Uni), résultats du référendum de 2016 ; EUR-Lex, accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni ; C. Bown, « The 2018 US-China Trade Conflict After 40 Years of Special Protections », PIIE, WP 19-7, 2019.

Idée clé : Après 2016, les choix politiques l'emportent sur la seule recherche d'efficacité : le commerce redevient un instrument de souveraineté et de rapport de force.

Transition : le graphique des volumes d'exportation montre clairement ces deux chocs et le ralentissement.

3.24 Graphique : croissance réelle des exportations mondiales, 2000-2024



Source : Banque mondiale, WDI, NE.EXP.GNFS.KD.ZG (exportations à prix constants).

Idée clé : En volume, le commerce mondial connaît deux chocs majeurs en onze ans, puis une croissance nettement plus faible qu'avant 2008.

Transition : depuis 2021, les chocs se succèdent et changent la nature même de la mondialisation.

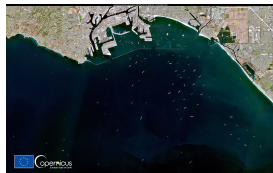
Question à la salle. Pourquoi parle-t-on de rebond « mécanique » des exportations mondiales en 2010 et en 2021 ?

- **Deux années noires :** 2009 (−9,6 %) et 2020 (−8,5 %), suivies de rebonds mécaniques (+11,8 % en 2010, +10,0 % en 2021).
- **Avant 2008**, la croissance des volumes dépasse souvent 6 à 10 % par an ; entre 2012 et 2016, elle se replie autour de 3 %.
- **En 2023** (+0,8 %) et **en 2024** (+2,9 %), la progression reste faible : c'est la marque de la *slowbalisation*.
- **À la différence des valeurs**, ces taux sont corrigés des prix : ils mesurent l'activité réelle.

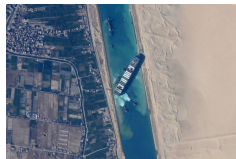
**La croissance est mesurée à partir d'un
niveau très bas : un taux élevé
n'implique pas un retour au niveau
d'avant la crise.**

3.25 Phase 7 (depuis 2021) : goulets, guerre et fragmentation

- **Des chaînes logistiques saturées** : au rebond de 2021, les ports débordent (navires en attente devant Los Angeles) ; en mars 2021, l'*Ever Given* bloque le canal de Suez six jours.
- **Un choc de prix** : la guerre en Ukraine (février 2022) provoque une forte hausse des prix de l'énergie et des céréales ; le commerce mondial atteint 31 601 Md\$ en 2022, surtout par effet prix.
- **Le retour des politiques industrielles** : subventions américaines à l'énergie propre (*Inflation Reduction Act*) et aux semi-conducteurs (*CHIPS Act*), 2022 ; mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE (MACF), en phase définitive depuis janvier 2026.
- **Des routes perturbées** : depuis fin 2023, les attaques en mer Rouge détournent des navires par le cap de Bonne-Espérance.
- **Hausse des droits américains (2025)** : droit additionnel de base de 10 % sur la plupart des importations, davantage pour certains pays.



Navires en attente devant Los Angeles et Long Beach, 2021 — Union européenne, images Copernicus Sentinel-2



L'*Ever Given* bloquant le canal de Suez, mars 2021 — NASA (ISS), Wikimedia Commons, domaine public

Idée clé : Depuis 2021, l'efficacité ne suffit plus : les États cherchent la sécurité des approvisionnements, quitte à fragmenter l'économie mondiale.

Transition : comment se forment les goulets logistiques, et que sont exactement les droits additionnels ?

3.26 Phase 7 (suite) : goulets logistiques et droits additionnels

- **Le mécanisme des goulets** : en 2020-2021, la demande de biens augmente fortement (équipement des ménages confinés) alors que les ports, les entrepôts et les équipages fonctionnent au ralenti.
- **Des conteneurs mal répartis** : vidés en Amérique du Nord et en Europe, ils manquent en Asie ; les navires attendent devant les ports saturés.
- **Le coût du fret** : l'indice composite de Drewry atteint 10 377 dollars par conteneur de 40 pieds en septembre 2021, contre 1 420 dollars en moyenne en 2019, soit environ sept fois plus.
- **Le droit additionnel** : une taxe qui s'ajoute au droit habituel ; acquittée par l'importateur, elle est en partie répercutée sur le prix payé par le consommateur.
- **Les droits américains de 2025** : droit additionnel de base de 10 % à partir du 5 avril 2025, plus élevé pour certains pays : le taux varie selon l'origine, à rebours de la clause NPF.

Source : Drewry, *World Container Index* (septembre 2021 et moyenne 2019) ; Maison-Blanche, décret présidentiel 14257 du 2 avril 2025 ; OMC, Accord général (article I).

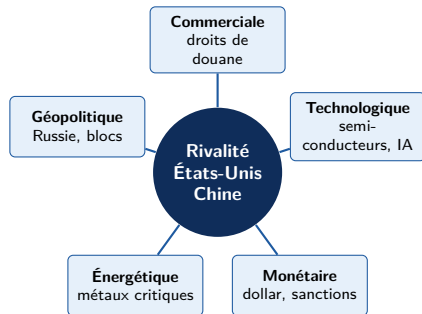
Idée clé : Les goulets révèlent la fragilité des chaînes très tendues ; les droits additionnels marquent le retour du tarif douanier comme instrument de politique.

Transition : des économistes parlent désormais de « nouvelles guerres » de l'économie mondiale.

Question à la salle. Pourquoi un droit additionnel américain peut-il réduire le pouvoir d'achat des consommateurs américains ?

L'importateur paie la taxe et la répercute en partie sur ses prix de vente : le consommateur supporte une partie du droit.

3.27 Phase 7 (suite) : les « nouvelles guerres » de l'économie mondiale



Source : d'après I. Bensidoun et J. Couppey-Soubeyran, « Les nouvelles guerres de l'économie mondiale », in CEPII, *L'économie mondiale 2026*, La Découverte.

- **Guerre commerciale** : les droits de douane redeviennent une arme de négociation et de pression, en particulier dans la politique américaine.
- **Guerre technologique** : contrôles des exportations de semi-conducteurs avancés et course à l'intelligence artificielle entre les États-Unis et la Chine.
- **Guerres monétaire et financière** : le dollar et l'accès au système de paiement servent de sanctions, comme contre la Russie depuis 2022.
- **Guerre énergétique et des ressources** : sécurité du gaz, du pétrole et des métaux critiques nécessaires à la transition (lithium, cobalt, terres rares).
- **Question pour la suite du cours** : peut-on encore parler de mondialisation, ou entre-t-on dans une ère de rivalités et de blocs ?

Idée clé : L'économie mondiale entre dans une ère de rivalités : l'interdépendance, autrefois vue comme une source de paix, devient une arme.

Transition : récapitulons les sept phases dans un tableau unique.

3.28 Tableau récapitulatif des sept phases

Phase	Moteurs	Règles, institutions	Ouverture* (%)	Fin de phase
1. 1870-1914	vapeur, télégraphe, Suez	étalon-or, empires	17,6 → 29,0	Première Guerre mondiale
2. 1914-1945	économies de guerre	protection, blocs	29,0 → 10,1	Seconde Guerre mondiale
3. 1945-1970	reconstruction, Nord-Nord	Bretton Woods, GATT, CEE	19,9 → 25,8	fin de la convertibilité
4. 1970-1990	NPI, FMN, pétrole	changes flottants, PAS	25,8 → 38,1	fin de la guerre froide
5. 1990-2008	chaînes de valeur, Chine	OMC, accords régionaux	38,1 → 60,3	crise financière
6. 2008-2020	ralentissement, tensions	G20, OMC bloquée	60,3 → 51,9	pandémie
7. depuis 2021	sécurité, politiques industrielles	unilatéralisme, blocs	56,5 → 56,7	en cours

Source : * commerce en % du PIB mondial, début → fin de phase (1945 pour la phase 2, 1950 pour le début de la phase 3, 2021 et 2024 pour la phase 7) : Klasing et Milionis (2014), Penn World Table, Banque mondiale WDI, via Our World in Data.

- **Lecture verticale** : la colonne « ouverture » montre des hausses (phases 1, 3, 4 et 5), un recul marqué (phase 2), puis un recul et un plateau (phases 6 et 7).
- **Lecture horizontale** : chaque ligne relie un moteur, des règles et un résultat, puis la crise qui clôt la phase et fait naître la suivante.

Idée clé : L'ouverture mondiale progresse quand technologies et règles convergent, et recule quand guerres et crises brisent la coopération.

Transition : faisons la synthèse de cette section historique.

Synthèse de la section 3 : sept phases d'histoire

- **1870-1914, première mondialisation** : la vapeur, le télégraphe et Suez réduisent les coûts de transport ; l'étalon-or fixe les changes ; ouverture de 18 à 29 % du PIB, dans un monde colonial.
- **1914-1945, démondialisation** : deux guerres et la Grande Dépression poussent chaque pays à se protéger ; la spirale des ripostes et les blocs ramènent l'ouverture à environ 10 % du PIB en 1933.
- **1945-1970, reconstruction** : Bretton Woods stabilise les changes, le GATT fait baisser les droits de douane et la CEE intègre l'Europe ; le commerce et la croissance repartent.
- **1970-1990, chocs et transition** : la fin de la convertibilité du dollar (1971), les chocs pétroliers et la crise de la dette (1982) imposent les changes flottants et l'ajustement structurel.
- **1990-2008, hyper-mondialisation** : la fin de la guerre froide, l'OMC, les chaînes de valeur et l'entrée de la Chine portent l'ouverture à 60 % du PIB, avec des crises financières à répétition.
- **2008-2020, crise et ralentissement** : la faillite de Lehman provoque un recul du commerce de 9,6 % en 2009 ; puis le commerce croît moins vite, et le Brexit et la guerre commerciale ravivent les tensions.
- **Depuis 2021, fragmentation** : goulets, guerre en Ukraine, droits américains : la sécurité des approvisionnements prime, au prix d'une fragmentation.

Idée clé : La mondialisation est un processus historique réversible, façonné par les technologies, les règles et les rapports de force entre États.

Transition : ces évolutions ont nourri de grands débats : faut-il s'ouvrir, et à quelles conditions ?

4.1 Les arguments du libre-échange

- **L'avantage absolu (A. Smith, 1776)** : chaque pays a intérêt à se spécialiser dans ce qu'il produit avec moins de travail que les autres, et à acheter le reste ; la division du travail s'étend alors au monde entier.
- **L'avantage comparatif (D. Ricardo, 1817)** : même un pays moins efficace partout gagne à se spécialiser là où son désavantage est le plus faible ; ce sont les coûts relatifs, et non absolus, qui fondent l'échange.
- **Les économies d'échelle** : en produisant pour le marché mondial, les entreprises allongent leurs séries et réduisent leurs coûts unitaires ; les consommateurs profitent de prix plus bas et d'une plus grande variété.
- **La concurrence et la diffusion des technologies** : l'ouverture discipline les monopoles locaux et facilite l'accès aux machines et au savoir-faire étrangers, ce qui accroît la productivité.
- **Application au Maroc** : exporter agrumes, primeurs, phosphates ou voitures, et importer des biens d'équipement et de l'énergie permet d'obtenir davantage que ce qu'une production autarcique permettrait.

Idée clé : Le libre-échange repose sur une idée forte : la spécialisation selon l'avantage comparatif augmente le « gâteau » à partager entre les nations.

Transition : l'exemple historique de Ricardo permet de comprendre pourquoi l'échange profite aux deux pays.

Question à la salle. Pourquoi un pays moins productif dans tous les secteurs peut-il néanmoins gagner à l'échange ?

Il se spécialise là où son désavantage est le plus faible : ce sont les coûts relatifs, et non les coûts absolus, qui comptent.